

avec tant d'énergie le cabinet radical ? Est-ce uniquement à cause de certaines avances faites par M. Bourgeois ? Non, puisque M. Bourgeois, à la tribune, les a "lâchés" très solennellement, sans que les socialistes s'en soient montrés émus. Est-ce parce qu'ils espéraient trouver chez les radicaux les forces nécessaires pour faire aboutir leurs théories et leurs doctrines ? Pas davantage. Ils savent très bien que le jour où il faudra établir un programme net et précis, un très large fossé les séparera du parti radical. Est-ce pour telle autre ou telle autre raison de principe ? Nullement.

C'est que, en effet, nous le constatons aujourd'hui, il n'y avait dans l'affaire ni question de sentiment, ni question de principe, il y avait simplement une question électorale, c'est-à-dire une question d'intérêt. Car les chefs socialistes, malgré leurs discours enflammés et leurs proclamations tapageuses, ne se font pas illusion sur leur force réelle et sur les difficultés et les obstacles que leur propagande rencontre encore auprès des populations. Ils espéraient qu'en échange de leurs complaisances, le ministère les aiderait et ferait en maints endroits, sinon de la candidature officielle, au moins de la candidature officieuse en leur faveur.

Les espérances ont été déçues, le ministère étant parti avant les élections, le coup d'épaule sur lequel on comptait n'a pas pu être donné ; conclusion, les socialistes ont fait au ministère Bourgeois une conduite de Grenoble et leur presse, depuis les feuilles de choux en province jusqu'à la *Petite République* à Paris, parle de lui avec une amertume qu'elle ne se donne pas la peine de dissimuler.

Quand on relit le manifeste publié par les "quarante-six" au lendemain du vote de la proposition Ricard, annonçant au pays avec amplitude de phrases et redondance de mots, que le parti socialiste venait de sauver la République et que, cette lecture faite, on consulte les résultats des dernières élections, on est, il faut le dire, médiocrement édifié en présence de la noire ingratitude du "Pays."

Le "Pays," en effet, n'a pas su se montrer reconnaissant et, avec obstination, il a laissé aux douceurs de la vie privée.—peut-être est-ce une récompense !—en multitude quasi-innombrable, les amis de ceux qui avaient ainsi sauvé le capitole et crié au moins autant que les fameux volatiles dont l'histoire raconte la bruyante intervention.

Naturellement les socialistes n'avoient point leur déconvenue, bien au contraire ils chantent victoire, mais n'empêche que tout cela n'est guère encourageant pour ceux qui voudraient encore, à leur exemple, sauver le "Pays."

Et dire que tout cela c'est la faute de ce bon ami qu'était M. Bourgeois !